



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 février 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-quinzième session  
Point 44 de l'ordre du jour  
Question de Chypre**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 10 février 2021, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Turquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 10 février 2021 qui vous est adressée par le représentant de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Dânâ (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Feridun H. Sinirlioğlu



**Annexe à la lettre datée du 10 février 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous écris comme suite à la lettre datée du 18 janvier 2021 que vous a adressée le représentant chypriote grec à New York, et dont le texte a été distribué comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ([A/75/723-S/2021/61](#)). Cette lettre dénature une fois de plus la réalité sur le terrain. Afin de rétablir la réalité des faits, je souhaite porter ce qui suit à votre aimable attention.

Concernant les allégations de « violations de la réglementation internationale de la circulation aérienne » et de « violations de l'espace aérien de Chypre », je tiens à souligner que les vols intéressant l'espace aérien de la République turque de Chypre-Nord sont effectués au su et avec le plein accord des autorités compétentes de l'État, l'administration chypriote grecque de Chypre-Sud n'ayant à cet égard aucune compétence ni aucun droit de regard. La direction de l'aviation civile de la République turque de Chypre-Nord est seule compétente pour assurer le contrôle aérien et les services d'information aéronautique dans son propre espace aérien national. Les avis aux navigateurs aériens sont diffusés en application de l'article 3 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Convention de Chicago).

Les assertions infondées que contient la lettre susvisée concernant l'utilisation des ports et aéroports chypriotes turcs sont également fausses, l'administration chypriote grecque n'ayant ni compétence ni droit de regard sur Chypre-Nord. De plus, ces allégations méconnaissent la réalité sur le terrain, à savoir qu'il existe sur l'île de Chypre deux États indépendants et autonomes, chacun exerçant sa souveraineté et sa compétence sur son territoire respectif.

S'agissant des déclarations mensongères relatives à l'aéroport d'Ercan, situé dans le nord de l'île, il convient de réitérer que le centre de contrôle régional et l'aéroport d'Ercan, qui satisfont à toutes les dernières normes techniques, assurent un contrôle aérien régulier, fiable et sûr. Tous les vols empruntant l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord s'effectuent au su et avec le plein accord du Service de l'aviation civile de Chypre-Nord, la République turque ayant à cet égard toute compétence et tout pouvoir. En revanche, la mauvaise volonté que met la partie chypriote grecque à coopérer avec la direction de l'aviation civile chypriote turque sur la question, contrairement aux appels que contiennent vos rapports sur Chypre à la coopération des deux parties et des acteurs internationaux sur les questions qui concernent l'ensemble de l'île, peut parfois mettre en danger la sécurité du trafic aérien au-dessus de l'île.

La législation de la République turque de Chypre-Nord en matière de sécurité aérienne est conforme à toutes les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Elle garantit la sûreté et la sécurité aériennes en réglementant tous les aspects de l'aviation civile, dont l'exploitation des aéroports et la gestion de la circulation aérienne. Tous les aéroports de Chypre-Nord respectent intégralement les normes internationales ; d'autre part, ils ont fait les mises à niveau qui s'imposent en fonction de l'évolution technologique. En outre, le nombre de contrôleurs aériens a augmenté avec le nombre des vols, au fil des ans, et le centre de contrôle régional d'Ercan travaille en coopération étroite et régulière avec celui d'Ankara afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des vols dans la région. Pendant la seule année 2019, 4 035 276 passagers ont fréquenté l'aéroport d'Ercan. En outre, 27 760 avions ont décollé de cet aéroport ou y ont atterri la même année et 224 898 avions ont utilisé l'espace aérien à service consultatif d'Ercan. À cet égard, il faut également souligner que la partie chypriote turque est déterminée à appliquer

les normes les plus exigeantes en matière de sécurité aérienne, en se conformant pleinement à la Convention de Chicago de 1944, et qu'elle est prête à coopérer avec les autorités chypriotes grecques sur cette question éminemment importante. Je saisis cette occasion pour rappeler à la partie chypriote grecque que son homologue est – et a toujours été – la partie chypriote turque, et non la Turquie.

De plus, l'isolement injuste imposé aux Chypriotes turcs, que la partie chypriote grecque tente de renforcer en décrétant unilatéralement que tous les ports et aéroports de Chypre-Nord sont « illégaux », est non seulement en tous points contraire au droit international mais également incompatible avec le vœu formulé par Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 28 mai 2004 (S/2004/437), dans lequel il déclarait sans équivoque : « Je souhaiterais [...] que les membres du Conseil de sécurité] montrent clairement à tous les États la voie à suivre, qui est celle de la coopération sur le plan bilatéral et dans les instances internationales, afin d'éliminer les restrictions et les barrières inutiles qui ont pour effet d'isoler les Chypriotes turcs et d'empêcher leur développement. ».

Contrairement à ce que prétend le représentant chypriote grec, il convient de souligner qu'aucune des résolutions du Conseil de sécurité sur la question de Chypre ne décrit l'intervention légitime et justifiée de la Turquie en 1974, engagée conformément à l'article 4 du Traité de garantie de 1960, comme une « invasion », ni ne qualifie d'« occupation » la présence postérieure de troupes turques sur l'île. De telles allégations ne sont donc que des mensonges purs et simples échafaudés par la partie chypriote grecque dans l'intention de déformer les faits et la réalité historique de l'île. Dans ce contexte, il importe de rappeler la déclaration saisissante faite le 19 juillet 1974 devant le Conseil de sécurité par M<sup>gr</sup> Makarios, dirigeant à cette époque de la partie chypriote grecque, qui a accusé ouvertement la Grèce, et non la Turquie, d'avoir envahi et d'occuper Chypre. Ses propos, prononcés quatre jours seulement après le coup d'État grec/chypriote grec du 15 juillet 1974, et dûment consignés dans les annales de l'Organisation, se passent de commentaires.

Quant aux fausses accusations – purs procédés rhétoriques – contenues dans la lettre susvisée au sujet de la zone d'accès restreint de Maraş (Varosha), je tiens à rappeler une fois de plus que la zone d'accès restreint de Maraş fait partie du territoire de la République turque de Chypre-Nord, où notre gouvernement a seul compétence et autorité. À cet égard, les décisions prises sont conformes au droit international et l'ouverture faite par nous dans la zone d'accès restreint de Maraş, devenue symbole du *statu quo* sur l'île, constitue une évolution positive qui mériterait d'être soutenue, et non critiquée, par la communauté internationale.

En ce qui concerne les efforts visant à trouver, à Chypre, un règlement librement négocié mutuellement acceptable, le représentant chypriote grec s'efforce là encore d'induire en erreur la communauté internationale, dans une tentative de désinformation patente, qui voudrait en vain dissimuler l'échec décisif de plus de 50 années de négociations sur un cadre de règlement fédéral, dû au refus catégorique de la partie chypriote grecque de partager le pouvoir et la prospérité avec le peuple chypriote turc. En persistant officiellement à faire grand cas de ce règlement, la partie chypriote grecque cherche uniquement à maintenir la partie chypriote turque prisonnière d'un processus de négociation sans fin pendant qu'elle continue à récolter les bénéfices d'un *statu quo* « inacceptable » et « qui ne saurait durer ». La partie chypriote grecque ne devrait plus être autorisée à gaspiller les ressources et le temps de la communauté internationale pour servir ses propres desseins politiques d'un autre âge. Au vu de ce qui précède, il est grand temps que, au lieu de persister sur une voie qui conduit à l'échec, la prochaine réunion informelle rassemblant les cinq parties et l'ONU soit l'occasion, pour la partie chypriote grecque, d'explorer sincèrement des

idées nouvelles, réalistes, pouvant permettre d'aboutir à une issue positive. La partie chypriote turque est prête à négocier un modèle de règlement fondé sur deux États et sur le principe de leur égalité souveraine, estimant qu'en fondant les négociations uniquement sur ce principe, celles-ci porteront leurs fruits.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire circuler le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République turque  
de Chypre-Nord  
(*Signé*) Mehmet **Dânâ**

---